

APL : CHRONIQUE D'UNE CASSE PROGRAMMÉE ?

ACTE 2 – Comment faire payer aux ménages HLM la baisse de leur APL ?

OPH
LA FÉDÉRATION



Au moment où l'Union Européenne appelle les États membres à financer la construction de logements sociaux, la France supprime les aides à la pierre et demande aux locataires de financer leurs APL .



Marcel ROGEMONT,
Président de la Fédération nationale des Offices Publics de l'Habitat.

Après la baisse des APL de 5 €/mois, le gouvernement décide d'aller encore plus loin en 2018, 2019 et 2020.

Après un simulacre de concertation, une baisse brutale des APL est décidée par l'exécutif, charge aux HLM de baisser les loyers : 820 millions d'euros en 2018, 950 millions en 2019 et désormais 1,3 milliard par an de baisse d'APL. Au final, ce sont les locataires qui en pâtissent : les organismes voient leurs recettes baisser et coupent dans leurs dépenses d'entretien, de rénovation, de construction... Bilan de l'opération pour l'État : plus de 3 milliards d'économies budgétaires aux dépens de nos concitoyens aux revenus très modestes.

La Fédération nationale des Offices Publics de l'Habitat demande l'abandon de cette mesure qui pénalise durablement à la fois les ménages et les investissements des organismes HLM. Elle demande également l'actualisation annuelle des barèmes APL gelés en 2018 et quasi-gelés en 2019 et 2020.

APL : chronique d'une casse programmée ? La suite, demain.

on a la solution : vous
allez financer vous-même
votre APL !



Kevier Gronce

La Fédération nationale des Offices Publics de l'Habitat est signataire du Pacte du pouvoir de vivre.

LA FÉDÉRATION DES OPH C'EST :

- **229** Offices Publics de l'Habitat adhérents

- **2,4 millions** de logements sociaux
- Près de **5 millions de locataires**